COMMUNIQUE DE PRESSE du 26 août 2020 :

Les représentants des salariés et l'Union Locale CGT seront reçus au Ministère de l'économie jeudi 27 août.
L'avenir de l'entreprise et de ses salariés est en jeu.

A l'évidence, l'action ou l'inaction du PDG Franck Supplisson hypothèque cet avenir.

Les pouvoirs publics doivent Agir !

Les représentants des salariés de Tarbes Industry seront reçus au Ministère de l'Economie et de la Relance le 27 août par le conseiller industrie de M. Bruno Le Maire et par M. Marc Glita (délégué interministériel aux restructurations d'entreprises).
Ce rendez-vous fait suite à la demande d'audience exprimée auprès de M. Bruno Le Maire lors de sa visite à Lourdes le 10 août dernier.

Toutefois, et comme nous l'avions déjà indiqué, les salariés de Tarbes Industry ne sont pas disposés à se laisser bercer par des bons mots.

En effet, les sujets d'inquiétude sont multiples et susceptibles d'hypothéquer à court terme la pérennité du site industriel et des emplois.

A ce jour en effet, le risque d'une cessation de paiement en octobre est toujours d'actualité !

Qu'il s'agisse des engagements financiers attendus du partenaire SAMFI Invest, de la vente foncière susceptible d'apporter de la trésorerie à hauteur de 2 millions d'euros, des investissements indispensables à court terme pour maintenir l'outil industriel, des contacts avec de nouveaux investisseurs locaux, du savoir faire et de la gestion des ressources humaines…….
Toutes **ces questions restent sans réelle réponse en dépit d'une première réunion en Préfecture le 1er juillet**.

Comme nous l'avions ensuite indiqué au Préfet des Hautes Pyrénées le 10 août 2020 et par différents courriers à Mme la Ministre des Armées, tous les indicateurs sont bien au rouge et aucune véritable assurance n'est réellement donnée par le dirigeant M. Supplisson.

Pire, y compris sur des questions de sécurité du site , il aura fallu que les représentants du personnel alertent le 25 août l'inspection du travail et déclarent un danger grave et imminent au vue de **l'inobservation des règles fondamentales de sécurité par la direction de l'entreprise** (système d'alerte incendie inopérant, absence d'entretien et de contrat d'entretien des extincteurs du site industriel) pour que les dirigeants de l'entreprise s'engagent à prendre les mesures qui s'imposent en la matière avant de relancer la production.

Nous avons déjà indiqué à plusieurs reprises que **les pouvoirs publics ont agi au niveau du carnet de commandes pour assurer près de 30 millions d'euros de chiffre d'affaires sur trois ans.**

Cet engagement a un sens :
Assurer la pérennité d'un savoir faire industriel sur le territoire national pour répondre aux besoins d'une production stratégique.

Cette pérennité est aujourd'hui manifestement compromise par la stratégie d'un dirigeant qui ne s'est engagé personnellement, à ce jour, qu'à hauteur de 2 500 €.

Les salariés de l'entreprise n'ont désormais aucune confiance dans la stratégie du dirigeant de l'entreprise dont l'attitude dans des opérations récentes de reprise d'entreprise (Alpine Aluminium en Haute Savoie avec le licenciement de la moitié du personnel en dévoyant les procédures réglementaires) ne peuvent qu'inspirer méfiance et défiance.

Ils s'interrogent d'ailleurs sur les raisons du soutien accordé au dirigeant par les pouvoirs publics et de l'absence d'écoute aux problématiques soulevées par les représentants des salariés depuis huit mois.

Pour les salariés de Tarbes Industry, s'il existe des problèmes graves aujourd'hui, il ne faut pas les chercher au niveau du savoir faire des salariés et de leur volonté d'assurer l'avenir industriel du site,
mais bien au niveau de la direction de l'entreprise et de sa stratégie.

Pour les salariés de Tarbes Industry c'est çà ce niveau que l'Etat, les pouvoirs publics, doivent agir FERMEMENT !

Les salariés de Tarbes Industry et l'Union Locale CGT Tarbes.